

500

Tchéko 151 DOC

PREFACE A UN NOUVEL ANTISEMITISME?

LE PROCÈS DE PRAGUE

Le procès Slansky-Clementis s'est ouvert brusquement à Prague, le 20 novembre, sans avoir été annoncé, et aussitôt radio et journaux de Tchécoslovaquie et des pays de derrière le rideau de fer de déverser sur le monde un torrent d'aveux, DES ANTI-COMMUNISTES INATTENDUS

Cependant, les accusés sont presque tous membres de la vieille garde du parti communiste tchèque et ils ont milité dans ses rangs depuis sa création, au lendemain de l'autre guerre. Rudolf Slansky, leur chef, est un très ancien collaborateur du Président de la République Tchécoslovaque, Klement Gottwald. Il était le grand inquisiteur, l'ennemi des mous,

Quant à Clementis, dès l'Université, il adhéra au parti. Député communiste avant la guerre, émigré à Londres de 1938 à 1944, il y représenta toujours l'esprit moscovite.

A Prague, dès le départ des troupes allemandes, on le trouve dans le gouvernement de coalition, à prépondérance communiste. En qualité de sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, il est chargé de surveiller Jacques Masaryk, dont on sait la mort dramatique au lendemain du coup d'Etat de février 1948. Il devient alors ministre des Affaires étrangères.

Deux ans plus tard, il est écarté de son poste. Invité à l'auto-critique, cette forme moderne de la vieille « question », il s'y révèle insuffisant, tel un vulgaire Marty. Mais en Tchécoslovaquie, le Parti n'est pas seulement tribunal théologique, il est bras séculier. Notre homme est embastillé. Dix-huit mois plus tard, le voilà qui sort de son oubliette pour émerger devant le Tribunal d'Etat.

Moins connus, les douze accusés qui partagent le sort de ces deux hommes, ont cependant avec eux ces mêmes traits communs d'être de vieux militants, des fonctionnaires importants du parti ou des vice-ministres dont le labeur et les exploits provoquaient, hier encore, les ovations dans les assemblées communistes.

DES ACTIVITES DECONCERTANTES

Aux ovations ont succédé les regards de haine.

« C'est dans la salle, dans les regards des ouvriers et des assistants qui composent l'assistance, que se lit le mieux l'horreur des crimes de cet homme qui fut, jusqu'au 6 septembre 1951, le secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque. »

En résumé, quels actes affirment-ils avoir commis ?

Pour Slansky, c'est fort simple. Il a été au service, depuis 1920, de la police de Bénès; depuis 1930, du sionisme; depuis 1940, de l'espionnage anglais et américain. Il a assassiné le héros communiste national Sverma. Il a soudoyé le médecin personnel du Président Gottwald pour qu'il fasse mourir son client. Il s'est lié avec Tito.

UNE LETTRE ADMIRABLE ET QUI PROVOQUE L'EMULATION

« On a envie de se boucher les oreilles », a télégraphié à ce propos le correspondant de « L'Humanité », et il a ajouté :

« Comme on comprend l'admirable lettre qu'a adressée au président la femme d'un accusé, Lodonova (Mme London), révoltée par tant d'insanités » (sic) :

« Pour moi, j'ai eu le grave devoir d'informer ma fille et mon fils aîné de la situation. Comme communiste et comme mère, je suis heureuse que, dans l'intérêt du peuple tchécoslovaque et de la paix mondiale, la bande de traîtres ait été découverte et mise dans l'impossibilité de nuire, et je veux me joindre à tous les honnêtes gens qui exigent un châtiment impitoyable pour les coupables » (1).

Tant de zèle appelait la surenchère. Le fils de l'inculpé Trejka y a excellé. Renonçant à toute périphrase, il a écrit au Tribunal : « Je réclame pour mon père la peine de mort. Maintenant je comprends que cette créature, indigne du nom d'être humain, était mon pire ennemi. »

UN PROCES TROP PARFAIT

Slansky, au cours de ses trois heures et demi d'audition a battu tous les records de confession et d'auto-critique jusqu'ici homologués. Et pas la moindre de ces petites réserves qui irritait tant le Procureur Vichinsky au procès Boukharine-Zinovief. La machine à déshumaniser l'homme est désormais au point. Elle n'a qu'un défaut, elle est trop parfaite, elle vous laisse tout croire sauf... les faits.

Car il faut être un croyant fanatique ou un « salaud » (allons, Jean-Paul Sartre !), pour admettre ces accusations et ces aveux. Comment accepter que des vétérans aussi éprouvés du combat communiste, aient été, depuis tant d'années, depuis le début même de leur vie militante, des hommes du double jeu et des traîtres ?

Mais derrière les faits imaginaires évoqués au procès, il est des faits réels

LES EMBARRAS D'UNE ECONOMIE RUSSIFIEE

La première série de ces faits est relative à l'échec de la socialisation. Embarras de la production, baisse des salaires, élévation progressive des « normes » de travail, difficultés alimentaires, mécontentement ouvrier et irritation des Russes devant les retards apportés par les Tchèques aux livraisons promises et au développement de l'industrie lourde et l'industrie des armements, tels étaient les éléments de la conjoncture quand M. Gottwald jugea bon de se pourvoir de boucs émissaires en 1950 et 1951.

Mais jusque là, rien qui diffère sensiblement de ce que nous avions valu les

procès dits « économiques » qui ont eu lieu à Moscou et dans quelques capitales des démocraties populaires.

UNE VIEILLE CONNAISSANCE : LE POGROME

Rien de bien nouveau, non plus, dans ces accusations d'espionnage au bénéfice des pays impérialistes.

Le nouveau, en ce procès de Prague, ce n'est même pas l'anti-sémitisme. Il y a longtemps qu'il mijote dans la marmite du père des peuples et ce n'est pas au Dieu Hasard que les camps de concentration russes doivent de connaître, depuis longtemps, une proportion de juifs beaucoup plus grande que ne l'exigerait la statistique comparée des diverses races de l'U.R.S.S. et des pays satellites.

Non, ce n'est pas l'anti-sémitisme, mais c'est son irruption judiciaire et pénale sur le devant de la scène politique, qui donne sa teinte originale et insolite au procès.

Sur les quatorze accusés, dix sont juifs. On a fait avouer à Margolius et à Laebel qu'ils avaient pris part à une conspiration visant à « escroquer » l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie au profit d'Israël. Les organisations sionistes ont été officiellement dénoncées comme les bases avancées de l'impérialisme américain.

Quand on sait que Staline ne fait jamais rien sans raison ni objectif précis, on est amené à se poser, à ce propos, les plus graves questions.

Le maître du Kremlin redoute-t-il que, tout comme les prêtres catholiques, les juifs ne représentent, par leurs liaisons internationales, un corps étranger dans son système ?

Si cette hypothèse est exacte, il ira, comme à son ordinaire, jusqu'au bout de sa logique doctrinale et politique. Moins ostentatoire qu'Hitler et plus réservé dans son propos, il n'en sera que plus efficace.

Il met aujourd'hui le plus grand soin à faire dire et répéter, par ses haut parleurs de service, que si elles sont parvenues à combattre le Sionisme, les Républiques populaires réprouveront toujours l'anti-sémitisme.

Mais si, dans son esprit, les juifs vivent dans les pays du bloc soviétique, sont condamnés, ils connaîtront le sort qu'il a réservé, au cours de ces dix dernières années, à divers petits peuples du Caucase, aux Tartares de Crimée, aux Allemands de la Volga, aux colonies grecques des bords de la mer Noire, aux nations des pays baltes : déportation et destruction. Staline est un vieux praticien du génocide.

Et, en ce qui concerne les juifs, ce crime lui sera d'autant plus aisé que son pouvoir s'étend sur des terres où le pogrome était, naguère, un événement familier.

Mais voilà qui risque d'apporter quelque chaleur à la guerre froide.

Jacques BREMONT.

(1) « L'Humanité » du 25-11-52.